

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3485

31 décembre 2015

### SOMMAIRE

A. Cifarelli Concept Sàrl .....	167234	Revigor .....	167237
Alba Luxco S.à r.l. ....	167235	RiskInvest Holding S.A. - SPF .....	167242
Arena 3 Propco S.à r.l. ....	167236	Roned Holding S.A. ....	167237
Bati-Pose S.à r.l. ....	167240	RSM Cosal .....	167280
BH Investment Holding (SPF) S.A. ....	167240	RSM Cosal Luxembourg .....	167280
BH Investment Holding (SPF) S.A. ....	167240	R-Tech S.à r.l. ....	167280
Calpam Luxembourg S.à r.l. ....	167275	Rubicon Accounting S.à r.l. ....	167259
Château de Schengen S.A. ....	167240	Sabcolux S.A. ....	167234
Dralinvest S.A. S.P.F. ....	167240	Safari Confidential S.A. ....	167255
EPF Acquisition Co 49 S.à r.l. ....	167245	Shaf Corporation SPF, S.A. ....	167234
Federale Management S.A. ....	167238	Silverlands (SA) Plantations .....	167276
Femex Trading S.A. ....	167238	SKS Luxembourg Sàrl .....	167237
FJMNY Europe S.A. ....	167238	Société Luxembourgeoise M. Développement S.à r.l. ....	167234
Friob Participations et Gestion S.A. ....	167280	Sol Holding S.à r.l. ....	167237
Fulgure Ventures S.A. ....	167238	Stornoway Finance S.à r.l. ....	167234
Genzyme Global S.à r.l. ....	167239	Tase Research S.à r.l. ....	167235
Gianni Bulgari International S.A. ....	167238	TC Investments S.à r.l. ....	167236
Hans-Böckler-Strasse S.à r.l. ....	167239	Vehuih S.A., SPF .....	167236
Hong Kong Garden Tétange S.à r.l. ....	167239	Verdi .....	167236
IdéMa S.A. ....	167239	Wurth-Strotz S.à r.l. ....	167235
Immobilière DUWEL S.A. ....	167239	YOLE, Société Luxembourgeoise de Réassu- rances .....	167236
La Vieillotte .....	167241	Zentraleuropäische Immobilien Anlagegesell- schaft A.G. ....	167235
Marberie Gilson & Stemper .....	167279	Zentraleuropäische Immobilien Anlagegesell- schaft A.G. ....	167235
New Terra - Heimbau GmbH .....	167262		
P&P Suba Seeds Luxembourg GenPar S.à r.l. .....	167254		
Reference Corporate Services .....	167237		

**A. Cifarelli Concept Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4950 Bascharage, 28, avenue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 137.267.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015179476/9.

(150199799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

---

**Sabcolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4205 Esch-sur-Alzette, 1, rue Lankelz.  
R.C.S. Luxembourg B 133.477.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour SABCOLUX S.A.*

Référence de publication: 2015179356/10.

(150199360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Shaf Corporation SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 15.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHAF CORPORATION SPF S.A.

Référence de publication: 2015179365/10.

(150199104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Stornoway Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 173.316.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2015.

*Pour la société Stornoway Finance S.à r.l.*

Référence de publication: 2015179350/11.

(150199199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Société Luxembourgeoise M. Développement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.  
R.C.S. Luxembourg B 139.030.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 novembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015179346/14.

(150198870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Alba Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 159.342.

—  
Les comptes annuels au 30/09/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015179484/9.  
(150199687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

---

**Zentraleuropäische Immobilien Anlagegesellschaft A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 161.233.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015179463/10.  
(150199290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Zentraleuropäische Immobilien Anlagegesellschaft A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 161.233.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015179464/10.  
(150199291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Tase Research S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.  
R.C.S. Luxembourg B 86.688.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 30 juin 2014. Signature.

Référence de publication: 2015179392/10.  
(150199263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Wurth-Strotz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7451 Lintgen, 24, rue Knepel.  
R.C.S. Luxembourg B 32.028.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 03 novembre 2015.

*Pour WURTH-STROTZ S.à r.l.*

COFA S.à r.l.  
18, rue de la Gare  
L-7535 Mersch  
Signature

Référence de publication: 2015179459/15.  
(150199246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Arena 3 Propco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 176.017.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015179492/9.

(150200110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

**TC Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 160.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015179394/10.

(150199008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

**Verdi, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 26.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015179424/10.

(150199007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

**YOLE, Société Luxembourgeoise de Réassurances, Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 46.682.

Le Bilan pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2014 au 30 juin 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2015179460/12.

(150198802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

**Vehuiah S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.095.

## EXTRAIT

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 novembre 2015.

VEHUIAH S.A., S.P.F.

*Le Conseil D'Administration*

Référence de publication: 2015179423/13.

(150199417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

**Roned Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage.  
R.C.S. Luxembourg B 84.955.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015180096/9.  
(150199788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

---

**Revigor, Société Anonyme.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.  
R.C.S. Luxembourg B 85.272.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015180092/10.  
(150200379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

---

**Sol Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 122.382.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 8 octobre 2015.  
Référence de publication: 2015179372/11.  
(150199050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Reference Corporate Services, Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 158.559.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour REFERENCE CORPORATE SERVICES S.A.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015180090/11.  
(150200089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

---

**SKS Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 173.827.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.  
259 ROUTE D'ESCH  
L-1471 LUXEMBOURG  
Signature

Référence de publication: 2015179369/13.  
(150199069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

---

**Fulgure Ventures S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 175.359.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015180488/10.

(150201218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

**Federale Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 76.557.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Référence de publication: 2015180468/10.

(150201147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

**FJMNY Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 164.182.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FJMNY EUROPE S.A.**Un mandataire*

Référence de publication: 2015180476/11.

(150201172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

**Gianni Bulgari International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 29.389.

REPLACE BILAN ET COMPTES DE RESULTAT DEPOSE LE 03.08.2015 NUMERO L150142699  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015180510/11.

(150200928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

**Femex Trading S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 113.875.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FEMEX TRADING S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2015180470/12.

(150201097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

**Hong Kong Garden Tétange S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3770 Tétange, 43, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 187.412.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04.11.15.

Signature.

Référence de publication: 2015180534/10.

(150200466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**IdéMa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8245 Mamer, 9A, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 65.742.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2015.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2015180551/10.

(150200629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**Genzyme Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.****Capital social: EUR 215.924.472,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 66.390.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Référence de publication: 2015180491/10.

(150201072) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**Immobilière DUWEL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9570 Wiltz, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 106.137.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO SA

Signature

Référence de publication: 2015180553/11.

(150201294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**Hans-Böckler-Strasse S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 3.009.175,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 121.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 Novembre 2015.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015180525/13.

(150200907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**BH Investment Holding (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.240.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2015180327/10.

(150200624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**BH Investment Holding (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.240.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2015.

Julie Dalle Nogare.

Référence de publication: 2015180328/10.

(150200625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**Château de Schengen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 147.919.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2015180378/11.

(150200771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**Dralinvest S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 150.025.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2015180412/11.

(150200901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---

**Bati-Pose S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval.

R.C.S. Luxembourg B 26.229.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06/11/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2015180321/12.

(150201296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

---



**La Vieillotte, Société Civile.**

Siège social: L-7416 Brouch, 1, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg E 2.577.

L'an deux mille quinze, le seize octobre,

Pardevant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

**ONT COMPARU:**

1. Madame Gisela RÜHL, propriétaire, née à Muelheim (Allemagne), le 6 mars 1939 (numéro d'identification national 1939 03 06 28037), demeurant à L-7416 Brouch (Mersch), 1, rue du Village, et

2. Monsieur Jean-Claude WOLTER, avocat honoraire, né à Luxembourg, le 8 octobre 1937, (numéro d'identification national 1937 10 08 01549) demeurant professionnellement au 11B, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société civile "LA VIEILLOTTE", numéro d'identification national 1980 70 00 457) établie et ayant son siège social à L-7416 Brouch, 1, Rue du Village, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section E, sous le numéro 2.577, Constituée par acte reçu par Maître Robert ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 décembre 1980, publié au Mémorial C, numéro 23 du 5 février 1981, dont les statuts ont été modifiés par:

- acte sous seing privé du 21 juin 1999, déposé au rang des minutes de Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 15 novembre 1999, dont un extrait a été publié au Mémorial C, numéro 902 du 29 novembre 1999, et par,

- acte sous seing privé du 1<sup>er</sup> mars 2003, ratifié en 2005, dont un extrait a été publié au Mémorial C, numéro 2420 du 28 décembre 2006, ainsi que par

- acte sous seing privé du 1<sup>er</sup> août 2008, dont mention par extrait au Mémorial C 2590 du 23 octobre 2008.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité d'associés de la Société, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide d'augmenter le patrimoine de la Société à concurrence d'un montant de soixante-quinze mille euros (75.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de cinq cent quatre-vingt-onze mille cinq cents euros (591.500,- EUR) à six cent soixante-six mille cinq cents euros (666.500,-EUR) par la création et l'émission de trois mille (3.000) nouvelles parts d'intérêts, ayant les mêmes droits et obligations que les parts existantes.

*Souscription et Libération.*

Après avoir constaté que Madame Gisela RÜHL, préqualifiée, a renoncé à son droit de souscription préférentiel.

Monsieur Jean-Claude WOLTER, préqualifié, déclare souscrire aux trois mille (3.000) nouvelles parts d'intérêts émises et les libérées intégralement par conversion d'une créance certaine liquide et exigible qu'il détient contre la Société, pour un montant de soixante-quinze mille euros (75.000,- EUR), entièrement alloué au patrimoine de la Société.

Preuve de l'existence de cette créance a été donnée au notaire instrumentant.

Les comparants agissant en leur qualité d'associé et de gérant, déclarent expressément accepter la souscription et libération de cet apport.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de réduire le patrimoine de la Société à concurrence d'un montant de trois cent soixante-six mille quatre cent soixante-quinze euros (366.475,- EUR) pour le porter de son montant actuel de six cent soixante-six mille cinq cents euros (666.500,- EUR) à trois cent mille et vingt-cinq euros (300.025,- EUR) par annulation de quatorze mille six cent cinquante-neuf (14.659) parts d'intérêts détenues par Monsieur Jean-Claude WOLTER, préqualifié.

L'annulation de quatorze mille six cent cinquante-neuf (14.659) parts d'intérêts appartenant à Monsieur Jean-Claude WOLTER, préqualifié, se réalise par reprise en nature de deux biens immobiliers appartenant à la Société, savoir:

- d'une maison d'habitation avec place, jardin et toutes appartenances et dépendances sise 66, route d'Arlon à L-7415 Brouch, inscrite au cadastre de la Commune de Boevange-sur-Attert, section C de Brouch, sous les numéros cadastraux:

- 1084/1226, lieu-dit «Route d'Arlon», place (occupée) bâtiment à habitation, contenant 5 ares et 50 centiares; et
- 1084/2852, même lieu-dit, jardin, contenant 4 ares 92 centiares

*Evaluation*

Les comparants évaluent les biens présentement repris à trois cent soixante-six mille quatre cent soixante-quinze euros (366.475,- EUR).

*Titre de propriété*

Les biens immobiliers ont été acquis par la société civile moyennant un acte de vente reçu par Maître Henri HEL-LINCKX, alors notaire de résidence à Mersch, sous le numéro 313/03 de son répertoire, en date du 10 mars 2003, transcrit au premier bureau des hypothèques de et à Luxembourg, le 4 avril 2003, volume 1788, numéro 114.

Ledit acte contenait une inscription d'office du privilège en faveur de la venderesse, savoir Mme Germaine Schwachtgen.

Le paiement du solde du prix d'achat est intervenu le 21 décembre 2012 à l'issue du droit d'habitation réservé à la venderesse, décédée entretemps, ce dont la preuve a été rapportée au notaire instrumentant, qui le constate expressément, de sorte qu'il y a lieu de radier l'inscription prémentionnée.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide en conséquence de ce qui précède de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à trois cent mille et vingt-cinq euros (300.025,- EUR), représenté par douze mille et une (12.001) parts d'intérêts d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, détenues comme suit:

Associé	Nombre de parts
1.- Madame Gisela RÜHL, . . . . .	12.000
2.- Monsieur Jean-Claude WOLTER . . . . .	1
Total:	12.001

La mise des associés ne pourra être augmentée que de leur accord unanime.»

*Quatrième résolution:*

L'assemblée accepte, par vote spécial, la démission de Monsieur Jean-Claude WOLTER, pré-qualifié, de ses fonctions de co-gérant de la société avec effet à la date de cette assemblée.

Pleine et entière décharge lui est accordée de ce chef sur base du bilan intérimaire approuvé par l'assemblée.

*Evaluation des frais*

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. RÜHL, J-C. WOLTER, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 19 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17379. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176012/88.

(150195249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**RiskInvest Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-6231 Bech, 1, Moulin de Bech.

R.C.S. Luxembourg B 89.009.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth of October.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the company "RiskInvest Holding S.A. - SPF", with registered office in L-6231 Bech, 1, Moulin de Bech, R.C.S. Luxembourg number B 89.009, incorporated by deed of the undersigned notary on the 29<sup>th</sup> of August 2002, published in the Mémorial C number 1555 of the 29<sup>th</sup> of October 2002, and whose articles of incorporation have been modified by deeds of the undersigned notary:

- on the 3<sup>rd</sup> of November 2003, published in the Mémorial C number 1313 of the 10<sup>th</sup> of December 2003.
- on the 19<sup>th</sup> of July 2005, published in the Mémorial C number 18 of the 4<sup>th</sup> of January 2006.
- on the 29<sup>th</sup> of August 2012, published in the Mémorial C number 845 of the 10<sup>th</sup> of April 2013.

The meeting is presided by Mr Henri DA CRUZ, employee, professionally residing in Junglinster.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr. Edgar BISENIUS, tax consultant, professionally residing in L-1471 Luxembourg, 205, route d'Esch.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state the following:

A) That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

1. Amendment of article 5 of the by-laws of the company relating to the capital and the shares of the company which henceforth will read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed capital is set at one million Euros (1,000,000.- EUR), represented by ten thousand (10,000) shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each.

The ten thousand (10,000) shares are divided into nine thousand nine hundred and ninety-four (9,994) shares of category A, three (3) shares of category B and three (3) shares of category C

The «category A» shareholders have the right to nominate one Director of category A.

The «category B» shareholders have the right to nominate one Director of category B and have no right of remuneration.

The «category C» shareholders have the right to nominate one Director of category C and have no right of remuneration.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

The corporation's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.”

2. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The meeting resolves to amend article 5 of the by-laws of the company as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed capital is set at one million Euros (1,000,000.- EUR), represented by ten thousand (10,000) shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each.

The ten thousand (10,000) shares are divided into nine thousand nine hundred and ninety-four (9,994) shares of category A, three (3) shares of category B and three (3) shares of category C

The «category A» shareholders have the right to nominate one Director of category A.

The «category B» shareholders have the right to nominate one Director of category B and have no right of remuneration.

The «category C» shareholders have the right to nominate one Director of category C and have no right of remuneration.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

The corporation's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.”

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the French version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le quatorze octobre

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «RiskInvest Holding S.A. - SPF», avec siège social à L-6231 Bech, 1, Moulin de Bech, R.C.S. Luxembourg numéro B 89.009, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 août 2002, publié au Mémorial C numéro 1555 du 29 octobre 2002, et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 3 novembre 2003, publié au Mémorial C numéro 1313 du 10 décembre 2003;
- en date du 19 juillet 2005, publié au Mémorial C numéro 18 du 4 janvier 2006.
- en date du 29 août 2012, publié au Mémorial C numéro 845 du 10 avril 2013.

L'assemblée est présidée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Edgar BISENIUS, conseiller fiscal, demeurant professionnellement à L-1471 Luxembourg, 205, route d'Esch.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 5 des statuts de la société relatif au capital social et actions de la société, pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à un million d'euros (1.000.000,- EUR), représenté par dix mille (1.000) actions, chacune d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Les dix mille (10.000) actions se divisent en neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatorze (9.994) actions de classe A, trois (3) actions de classe B et trois (3) actions de classe C

Les actionnaires de «classe A» ont le pouvoir de nommer un administrateur de catégorie A.

Les actionnaires de «classe B» ont le pouvoir de nommer un administrateur de catégorie B et n'ont pas le droit à des rémunérations.

Les actionnaires de «classe C» ont le pouvoir de nommer un administrateur de catégorie C et n'ont pas le droit à des rémunérations.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.»

2. Divers

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à un million d'euros (1.000.000,- EUR), représenté par dix mille (1.000) actions, chacune d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Les dix mille (10.000) actions se divisent en neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatorze (9.994) actions de classe A, trois (3) actions de classe B et trois (3) actions de classe C

Les actionnaires de «classe A» ont le pouvoir de nommer un administrateur de catégorie A.

Les actionnaires de «classe B» ont le pouvoir de nommer un administrateur de catégorie B et n'ont pas le droit à des rémunérations.

Les actionnaires de «classe C» ont le pouvoir de nommer un administrateur de catégorie C et n'ont pas le droit à des rémunérations.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.»

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent cinquante euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé ensemble avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Edgar BISENIUS, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 octobre 2015. Relation GAC/2015/8939. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff.* (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015176216/153.

(150195591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**EPF Acquisition Co 49 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 201.017.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Apollo EPF II Partnership, a Marshall Islands partnership whose registered office is at c/o Trust Company of the Marshall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, Marshall Islands MH96960,

hereby represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

After signature “ne varietur” by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

## I. Name - Registered office - Object - Duration

**Art. 1. Name.** The name of the company is “EPF Acquisition Co 49 S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The Company’s registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies (including shareholders and sister companies) and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## II. Capital - Shares

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

- 6.7. The Company may redeem its own shares, provided:
- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
  - (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

### III. Management - Representation

#### Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

**Art. 8. Board of managers.** If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board).

#### 8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

#### 8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

#### 8.3. Representation

(i) The signature of the sole manager shall bind the Company. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

**Art. 9. Sole manager.** If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

**Art. 10. Liability of the managers.** The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

### IV. Shareholder(s)

#### Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

##### 11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1. (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (the Shareholders' Circular Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

##### 11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from any manager or from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Shareholders' Circular Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

**Art. 12. Sole shareholder.** When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

## V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

**Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.**

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

**Art. 14. Auditors.**

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

**Art. 15. Allocation of profits.**

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and



(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

### *Transitional provision*

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31<sup>st</sup>) of December 2016.

### *Subscription and payment*

Apollo EPF II Partnership, represented as stated above, subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at five (5) the number of managers, and further resolved to appoint the following persons as managers with immediate effect and for an undetermined period:

- Shaun Collins, born on 23 May 1968 in Hinckley, United Kingdom, professionally residing at 25 St. George Street, London W1S 1FS, United Kingdom

- Patrick Mabry, born on 20 December 1974 in Austin, Texas, USA, professionally residing at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

- Jason Stramel, born on 26 December 1979 in Denver, Colorado, USA, professionally residing at 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Matthias Prochaska, born on 7 October 1979 in Koblenz, Germany, with professional address at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Carlo Heck, born on 5 August 1976 in Hamburg, Germany, with professional address at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

2. The registered office of the Company is located at 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

#### Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt octobre.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Apollo EPF II Partnership, une société constituée et existante sous les lois des îles Marshall, ayant son siège social à c/o Trust Company of the Marschall Islands, Trust Company Complex, Ajeltake Island, Ajeltake Road, P.O. Box 1405, Majuro, MH 96960, Marshall Islands,

représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, demeurant professionnellement à 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

#### I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "EPF Acquisition Co 49 S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt, prêts, créances et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société soeur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

## **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition:

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

#### **Art. 8. Conseil de gérance.** Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil).

##### **8.1. Pouvoirs du conseil de gérance**

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

##### **8.2. Procédure**

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil seront valablement prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se

parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

### 8.3. Représentation

(i) La Société sera engagée par la signature du gérant unique. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature de tout gérant.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

**Art. 9. Gérant unique.** Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

**Art. 10. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

## IV. Associé(s)

### Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

#### 11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1. (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

#### 11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de dix pourcent (10%) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

**Art. 12. Associé unique.** Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Ecrites des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

#### **Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.**

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six (6) ans mais qui peut être renouvelé.

#### **Art. 15. Affectation des bénéfices.**

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

### **VII. Dispositions générales**

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente et un (31) décembre 2016.

### *Souscription et libération*

Apollo EPF II Partnership, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant.

### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400).

### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5) et les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

- Shaun Collins, né le 23 mai 1968 à Hinckley, Royaume-Uni, ayant son adresse professionnelle au 25 St. George Street, Londres W1S 1FS, Royaume-Uni

- Patrick Mabry, né le 20 décembre 1974 à Austin, Texas, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- Jason Stramel, né le 26 décembre 1979 à Denver, Colorado, USA, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Matthias Prochaska, né le 7 octobre 1979 à Koblenz, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Carlo Heck, né le 5 août 1976 à Hamburg, Allemagne, ayant son adresse professionnelle au 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

2. Le siège social de la Société est établi au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ceux-ci ont signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 22 octobre 2015. 2LAC/2015/23762. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015175795/489.

(150195423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

### **P&P Suba Seeds Luxembourg GenPar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.290.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176138/11.

(150195118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**Safari Confidential S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 201.041.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quinze, le dix-neuf octobre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Daphné MORIMONT, née le 29 novembre 1973 à Namur (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.

ici représentée par Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé lui ayant été délivrée.

La procuration signée ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement. Lequel comparant, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'il déclare constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination - Forme.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous forme d'une société anonyme, sous la dénomination de «SAFARI CONFIDENTIAL S.A.» (la «Société»).

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg Ville.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 4. Objet.** La société a pour objet la mise à disposition d'espaces publicitaires sous toutes ses formes, notamment par le biais de plateformes internet et informatique.

La société a pour objet le développement graphique de projets ou documents;

La Société a également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, instruments financiers, obligations, bons du trésor, participations, actions, marques et brevets ou droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, l'administration, la gestion, le développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, marques, brevets ou droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, marques, brevets et droits de propriété intellectuelle, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties et/ou aux sociétés affiliées et/ou sociétés appartenant à son Groupe de sociétés, le Groupe étant défini comme le groupe de sociétés incluant les sociétés mères, ses filiales ainsi que les entités dans lesquelles les sociétés mères ou leurs filiales détiennent une participation.

Elle pourra également être engagée dans les opérations suivantes, il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans toute activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre et d'autres instruments de dettes ou de titres de capital ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ou avec garantie de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité affiliée luxembourgeoise ou étrangère, pouvant être considérés dans l'intérêt de la Société;

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, y inclus des opérations immobilières, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à EUR 31.000,- (trente-et-un mille Euros), représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

La Société peut racheter ses propres actions dans les termes et sous les conditions prévues par la loi.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 5.000.000,- (cinq millions d'Euros) représenté par 500.000 (cinq cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans, commençant à courir à partir de la publication des présents statuts, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

**Art. 6. Actions.** Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

**Art. 7. Assemblée des actionnaires - Dispositions générales.** L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Lorsque la Société compte un associé unique, il exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

**Art. 8. Assemblée Générale annuelle - Approbation des comptes annuels.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 1<sup>er</sup> lundi du mois de mai à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le conseil d'administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

**Art. 9. Autres assemblées.** Les autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Le quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix, sauf toutefois les restrictions imposées par la loi et par les présents statuts. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

**Art. 10. Composition du Conseil d'administration.** La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un associé unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un associé



unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période qui ne pourra excéder six années et resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs auront été élus. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

**Art. 11. Réunions du Conseil d'administration.** Le conseil d'administration élit en son sein un président et peut choisir un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président, de l'administrateur unique ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens permettant leur identification, pour autant que ces moyens satisfassent à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se dérouler au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil d'administration peut, unanimement, passer des résolutions circulaires en donnant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou fax, ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout formera le procès-verbal prouvant l'approbation des résolutions.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

**Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'administration.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera. Il pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

**Art. 13. Représentation.** La Société sera engagée soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit si le conseil d'administration est composé de trois membres ou plus par la signature collective de deux administrateurs, ou la seule signature de toute personne à laquelle pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration.

**Art. 14. Surveillance.** Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six années. Ils sont rééligibles.

**Art. 15. Exercice social.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

**Art. 16. Allocation des bénéfices.** Sur le bénéfice annuel net de la société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Dans le cas d'actions partiellement libérées, des dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

**Art. 17. Dissolution.** En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 18. Divers.** Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

*Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2016;
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2017.

*Souscription et libération*

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré partiellement en espèces les montants suivants:

Actionnaire	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
Mme. Daphné MORIMONT, préqualifiée, . . . . .	31.000	15.500	3.100
TOTAL . . . . .	31.000	15.500	3.100

Preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné, de sorte que la somme de quinze mille cinq cent Euros (15.500.-EUR) se trouve à l'entière disposition de la société.

*Déclaration - Evaluation*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1.300,-.

*Assemblée générale extraordinaire*

La personne ci-avant désignée, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que cette assemblée était régulièrement constituée, elle a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Madame Daphné MORIMONT, administratrice de sociétés, née le 29 novembre 1973 à Namur (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.
  - b) Monsieur Benoit DABERTRAND, administrateur de sociétés, né le 16 mai 1970 à Charleroi (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.
  - c) Monsieur Nicolas DE CARITAT, employé privé, né le 31 juillet 1988 à Charleroi (Belgique), demeurant professionnellement au 56, rue Glesener à L-1630 Luxembourg.
3. A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
 

"FISCONSULT S.A.", ayant son siège social à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener, RCS Luxembourg B 145.784.
4. L'adresse de la société est fixée à L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2021.
6. Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière conformément à l'article 12 des statuts.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A.Thillmany, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24195. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur ff.* (signé): Monique HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 27 juillet 2015.

Référence de publication: 2015176274/217.

(150196224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**Rubicon Accounting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 201.008.

---

**STATUTS**

L'an deux mille quinze, le vingtième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

**A COMPARU:**

Madame Ana DE OLIVEIRA, expert-comptable, née le 10 juillet 1972 à Joane (Portugal), demeurant professionnellement au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

**Dénomination - Siège - Objet - Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts (la "Société").

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la Société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la Société sera "RUBICON ACCOUNTING S.à r.l."

**Art. 3.** La Société a pour objet l'exécution de toutes les activités d'expert-comptable et fiscal telles qu'elles sont définies à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable.

La Société pourra également, à titre accessoire, exercer les activités d'expertise fiscales, économiques et financières, de tous mandats d'organisation technique, administrative, les activités en matière de décomptes des salaires et de secrétariat social, de domiciliaire de sociétés, ainsi que toutes activités se rattachant directement à la profession d'expert-comptable, de conseil fiscal, de conseil économique et financier ou à celle de conseil en organisation, le tout sous réserve du respect des dispositions législatives et déontologiques de la profession d'expert-comptable et à l'exclusion de toute activité commerciale.

La Société pourra notamment prendre des participations dans toutes sociétés exerçant des activités similaires ou complémentaires, faire toutes les opérations civiles, mobilières, immobilières et financières qui se rattachent à son objet social ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation pour autant que ces opérations restent compatibles avec la profession d'expert-comptable.

La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la Société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

## Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,-EUR), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Le capital souscrit peut être modifié sur décision de l'associé unique ou, comme cela peut être le cas, par décision de l'assemblée des associés statuant de la même manière que pour une modification des statuts.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en parts sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, soit respecté.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

## Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par les associés avec ou sans limitation de leur mandat.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

S'il n'y a qu'un seul gérant, la Société sera valablement engagée à l'égard des tiers par la seule signature d'un gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société indemniserá tout gérant et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais, dommages, coûts et indemnités raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défenseurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de gérants, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire/associée ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils auraient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans le cas où la Société serait informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit, transmis par courrier simple, courrier électronique, télécopie, câble, télégramme ou télex, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un de ses collègues.

Chaque gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant aux personnes y prenant part, d'entendre chacune d'entre elles. La participation aux réunions tenues par ces moyens de communication est équivalente à la participation en personne à ces réunions. Les réunions tenues par ces moyens seront considérées comme tenues au siège social.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer ou agir qu'autant qu'au moins une majorité des gérants est présente ou représentée aux réunions du conseil de gérance. Les décisions doivent être prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

Les résolutions circulaires du conseil de gérance peuvent être valablement prises si elles sont approuvées par écrit et signées par tous les gérants en personne. Une telle approbation peut être exprimée sur un seul ou plusieurs documents envoyés par fax ou par e-mail. Ces résolutions auront le même effet que les résolutions votées à un conseil de gérance dûment convoqué. La date de telles résolutions circulaires sera celle de la dernière signature.

## Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à 25 (vingt-cinq).

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra au siège social ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### **Exercice social - Comptes annuels**

**Art. 16.** L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la Société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, 5% (cinq pour cent) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

### **Dividendes intérimaires**

**Art. 20.** Nonobstant les dispositions de l'article 20, l'assemblée générale des associés de la Société, par le vote majoritaire déterminé par la loi sur le paiement des dividendes, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant) peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, sur base d'un récent état intermédiaire des comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique lui-même (le cas échéant), et laissant apparaître que les fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne saurait excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

### **Loi applicable**

**Art. 22.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

*Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

*Souscription et libération*

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été souscrites par l'associé unique Madame Ana DE OLIVEIRA, préqualifiée, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

*Déclaration*

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

*Résolutions prises par l'associée unique*

La comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi au 11, Avenue de la Porte Neuve à L- 2227 Luxembourg.
2. Madame Ana DE OLIVEIRA, expert-comptable, née le 10 juillet 1972 à Joane (Portugal), demeurant professionnellement au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, est nommée gérante unique pour une durée indéterminée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cents euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. DE OLIVEIRA, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 octobre 2015. 2LAC/2015/23739. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176244/192.

(150195047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

**New Terra - Heimbau GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 201.038.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of September,

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of New Terra - Heimbau GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) governed by the laws of the Federal Republic of Germany, having its corporate seat in Köln, Federal Republic of Germany, registered with the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Köln under number HRB 84206 (the Company),

THERE APPEARED:

(1) EPISO 3 Bart Holding S.à r.l., a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 194.801, and having a share capital of EUR 12,600.- (the Shareholder 1),

represented by Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

(2) Rontal S.à r.l., a private limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6d, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.702, and having a share capital of EUR 12,600.- (the Shareholder 2, and together with the Shareholder 1, the Shareholders),

represented by Mr Gianpiero SADDI, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said powers of attorney, after having been signed ne varietur by the representatives of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary to enact the following:

I. that one hundred percent (100%) of the share capital of the Company are represented at the present Meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of its agenda hereinafter reproduced;

II. that by a resolution of the sole managing director of the Company validly adopted on 25 September 2015, the Company approved the set-up of its principal establishment and central administration (but not the registered office) in the Grand Duchy of Luxembourg. A copy of such resolution, after having been signed ne varietur by the proxyholders of the appearing parties and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities;

III. that a meeting of the shareholders of the Company dated 16 September 2015 resolved, amongst other things, to confirm the principal establishment and central administration of the Company (but not the registered office) in the Grand Duchy of Luxembourg. A copy of such resolution, after having been signed ne varietur by the proxyholders of the appearing parties and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities;

IV. that it results from the balance sheet of the Company, that, as of 31 August 2015, the net assets of the Company correspond at least to the value of the share capital of the Company. A copy of such balance sheet, after having been signed ne varietur by the proxyholders of the appearing parties and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.;

IV. that it further results from a certificate dated 25 September 2015, issued by the Company that, among other things, the net asset value of the Company is estimated to amount to fourteen million four hundred ninety-three thousand one hundred and six Euro and seventy-eight Cent (EUR 14,493,106.78) and that since the date of the balance sheet and as of today no material change in the business of the Company and the Company's affairs has occurred which would imply that the balance sheet of 31 August 2015 has become materially incorrect and does not give a true and fair view of the Company's situation as of the date hereof. A copy of such certificate, after having been signed ne varietur by the proxyholders of the appearing parties and the notary, shall remain attached to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

V. that the agenda of the Meeting is the following:

1. Setting of the principal establishment and central administration (but not the registered office) of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg, without discontinuity of the Company's legal personality;

2. Setting of the Company's principal establishment and central administration (but not the registered office) at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Approval of the opening balance sheet of the Company as a Luxembourg company, confirmation in respect of the net assets of the Company and the share capital of the Company and confirmation that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain in their entirety in the ownership of the Company, which continues to own all its assets, and continues to be obliged by all its liabilities and commitments;

4. Acknowledgment that the Company remains domiciled in the Federal Republic of Germany and therefore continues to be validly incorporated under the laws of the Federal Republic of Germany and has its principal establishment and central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and, for the purpose of article 159 of the Luxembourg companies law of 10 August 1915, as amended, it has obtained the Luxembourg nationality;

5. Approval that the Company shall operate in Luxembourg in the form of a société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the name of "New Terra - Heimbau GmbH".

6. Approval that the Company's corporate capital shall be fixed at twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-), represented by twenty-five thousand (25,000) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up, and attributed as follows:

a. EPISO 3 Bart Holding S.à r.l. holding twenty-two thousand five hundred (22,500) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each; and

b. Rontal S.à r.l. holding two thousand five hundred (2,500) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

7. Amendment to the Company's articles of association for the purpose of making them compliant with the corporate laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany;

8. Confirmation of the mandate of Mr. Yves Barthels as sole manager of the Company for an unlimited period, and of his authority to represent the Company alone, as well as his release from the restrictions of section 181 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch - BGB).

*First resolution*

The Shareholders resolve to set the principal establishment and central administration (but not the registered office) of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg as per the present notarial deed, without discontinuity of the Company's legal personality.

*Second resolution*

The Shareholders resolve to set the Company's principal establishment and central administration (but not the registered office) at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

*Third resolution*

The Shareholders resolve to approve the opening balance sheet of the Company as a Luxembourg company.

The Shareholders resolve to confirm that, as per the above mentioned balance sheet, that the net assets of the Company amount to fourteen million four hundred ninety-three thousand one hundred and six Euro and seventy-eight Cent (EUR 14,493,106.78) and the share capital of the Company amounts to twenty-five thousand Euros (EUR 25,000), represented by twenty-five thousand (25,000) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

The Shareholders resolve to confirm that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain in their entirety in the ownership of the Company, which continues to own all its assets, and continues to be obliged by all its liabilities and commitments.

*Fourth resolution*

The Shareholders acknowledge that (i) although the Company remains domiciled in the Federal Republic of Germany and therefore continues to be validly incorporated under the laws of the Federal Republic of Germany, the Company has its principal establishment and central administration in the Grand Duchy of Luxembourg and (ii) pursuant to article 159 of the Luxembourg companies law of 10 August 1915, as amended, the Company has obtained the Luxembourg nationality and is subject to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

*Fifth resolution*

The Shareholders resolve to approve that the Company shall operate in Luxembourg in the form of a société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) under the name of "New Terra - Heimbau GmbH."

*Sixth resolution*

The Shareholders resolve to acknowledge that the Company's corporate capital, fixed at twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-), represented by twenty-five thousand (25,000) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up, and attributed as follows:

(1) EPISO 3 Bart Holding S.à r.l. holding twenty-two thousand five hundred (22,500) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each; and

(2) Rontal S.à r.l. holding two thousand five hundred (2,500) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

*Seventh resolution*

The Shareholders resolve to amend the Company's articles of association for the purpose of making them compliant with the corporate laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Federal Republic of Germany. The articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

**I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.**

1.1. The name of the company is "New Terra - Heimbau GmbH" (the Company).

1.2. The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by these articles of association (the Articles) and applicable laws (the Laws).

**Art. 2. Registered office of the Company.**

2.1. The Company's registered office is established in Köln, Federal Republic of Germany. The principal establishment and central administration are established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The principal establishment and central administration may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. The principal establishment and central administration may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.



2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Germany, Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and in any real estate properties, and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin. The Company may invest in real estate whatever the acquisition modalities including but not limited to the acquisition by way of sale or enforcement of security.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) and is represented by twenty-five thousand (25,000) ordinary shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up (the Shares).

5.2. Each holder of a Share is hereinafter individually referred to as a Shareholder and the holders of the Shares are hereinafter collectively as the Shareholders.

5.3. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. Each Share entitles its owner to one vote at the general meetings of Shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions of the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

6.2. Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

6.3. Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

6.4. The sole shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a sole shareholder. The Shares may be transferred freely amongst Shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

6.5. The transfer of Shares must be made in accordance with applicable legal requirements. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly accepted by the Company.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Appointment and removal of managers.**

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers and any additional or replacement manager appointed to the Company, may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

## **Art. 8. Board of managers.**

8.1. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board), which will be constituted by one manager of category A (the A Manager) and two or more managers of category B (the B Manager). The A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as Managers.

### **8.2. Powers of the board of managers**

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Laws or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters to the extent permitted by law.

### **8.3. Procedure**

(i) The Board meets at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented and at least one (1) A manager and at least one (1) B manager are present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other, provided that such meeting is initiated from Luxembourg and provided that the majority of managers is physically present in Luxembourg. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

### **8.4. Representation**

(i) If the Company has a sole manager, the Company will be bound by such sole manager. If several managers have been appointed, the Company will be bound by any two managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

(iii) Without prejudice to the above, the shareholders may adopt deviating representation authorities by way of shareholders' resolutions, in particular all or individual managers may be granted the authority to represent the Company alone and/or be released from the restrictions of section 181 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch - BGB). In addition, the shareholders' meeting may adopt joint power of representation for certain managers with the creation of specifically identified representation pairs by way of shareholders' resolutions.

## **Art. 9. Sole manager.**

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

## **IV. Shareholder(s)**

### **Art. 10. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.**

#### **10.1. Powers and voting rights**

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

#### **10.2. Notices, quorum, majority and voting procedures**

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing at least ten percent (10 %) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

#### **Art. 11. Sole shareholder.**

11.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Laws to the General Meeting.

11.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 12. Financial year and approval of annual accounts.**

12.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

12.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

12.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

12.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year or within the applicable legal time period at the latest.

#### **Art. 13. Audit.**

13.1. When so required by law, the Company's operations will be audited in accordance with applicable legal requirements.

#### **Art. 14. Allocation of profits.**

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the General Meeting must approve the distribution of interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(v) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. The Company may be dissolved by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles, unless otherwise provided by applicable law. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the Shareholders in proportion to the Shares held by each of them.

## VII. General provisions

### Art. 16. Expenses for Formation.

16.1. The Company shall bear the expenses of registration and publication related to its formation. Such expenses amount to up to EUR 2.500,00.

### Art. 17. Miscellaneous.

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

17.5. In case of an ambiguity or a discrepancy between the German and the English version of these articles of association, the German version shall prevail.

### *Transitional provision*

For purposes of Luxembourg law, the first financial year of the Company ends on 31 December 2015.

### *Eighth resolution*

The Shareholders resolve to confirm the mandate of Mr. Yves BARTHEL, born on 10 October 1973 in Luxembourg residing professionally at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, as sole manager of the Company for an unlimited period, and his authority to represent the Company alone, as well as his release from the restrictions of section 181 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch - BGB).

### *Estimate of costs*

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately EUR 6.200,-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. At the appearing parties' request, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the German texts, the German version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholders of the appearing parties, said proxyholders signed together with Us, the notary, the present original deed.

### **Deutsche Uebersetzung des Vorstehenden Textes**

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am fünfundzwanzigsten Tag des Monats September,

Ist vor Uns, Maître Martine Schaeffer, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter der New Terra - Heimbau GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland, mit Satzungssitz in Köln, Bundesrepublik Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts von Köln unter der Nummer HRB 84206 (die Gesellschaft), abgehalten worden.

SIND ERSCHIENEN:

(1) EPISO 3 Bart Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz unter 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingetragen im Handelsund Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 194.801 und mit einem Stammkapital von EUR 12.600,- (der Gesellschafter 1),

vertreten durch Herr Gianpiero SADDI, privat angestellter, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg, kraft einer privatschriftlichen Vollmacht; und

(2) Rontal S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit eingetragenem Sitz unter 6d, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 182.702 und mit einem Stammkapital von EUR 12.600,-- (der Gesellschafter 2 und, zusammen mit dem Gesellschafter 1, die Gesellschafter),

vertreten durch Herr Gianpiero SADDI, privat angestellter, mit Geschäftsanschrift in Luxemburg, kraft einer privatschriftlichen Vollmacht.

Die genannten Vollmachten, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Stellvertreter der erschienenen Parteien und den unterzeichnenden Notar, werden der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, Folgendes zu beurkunden:

I. dass einhundert Prozent (100%) des Stammkapitals der Gesellschaft bei dieser Versammlung vertreten sind und die Versammlung somit ordnungsgemäß konstituiert und befugt ist, über die nachstehend aufgeführten Tagesordnungspunkte zu beraten;

II. dass die Gesellschaft anhand eines am 25. September 2015 wirksam verabschiedeten Beschlusses des einzigen Geschäftsführers der Gesellschaft entschieden hat, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg einzurichten. Eine Ausfertigung jenes Beschlusses, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

III. dass eine am 16. September 2015 abgehaltene Gesellschafterversammlung der Gesellschaft unter anderem beschlossen hat, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg zu bestätigen. Eine Ausfertigung jenes Beschlusses, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

IV. dass aus der Bilanz der Gesellschaft hervorgeht, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zum 31. August 2015 mindestens dem Wert des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht. Eine Ausfertigung jener Bilanz, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

IV. dass weiterhin aus einer von der Gesellschaft ausgestellten Bescheinigung vom 25. September 2015 unter anderem hervorgeht, dass der Nettovermögenswert der Gesellschaft auf vierzehn Millionen vierhundertdreißigtausendsechshundertsechs Euro und achtundsiebzig Cent (EUR 14.493.106,78) geschätzt wird und dass seit dem Bilanzstichtag und zum heutigen Tag keine wesentlichen Änderungen an den Geschäftstätigkeiten und Belangen der Gesellschaft eingetreten sind, die dazu führen würden, dass die Bilanz vom 31. August 2015 in wesentlicher Hinsicht unzutreffend geworden wäre und die Lage der Gesellschaft zum Datum der vorliegenden Urkunde nicht wahrheitsgetreu wiedergeben würde. Eine Ausfertigung jener Bescheinigung, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen.

V. dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Einrichtung des Sitzes der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht des Sitzungssitzes) der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg, ohne Auswirkungen auf die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft;

2. Einrichtung des Sitzes der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht des Sitzungssitzes) der Gesellschaft unter 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg;

3. Genehmigung der Eröffnungsbilanz der Gesellschaft als luxemburgische Gesellschaft, Bestätigung bezüglich des Nettovermögens der Gesellschaft und des Stammkapitals der Gesellschaft und Bestätigung, dass sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft einschränkungslos und in vollem Umfang im Eigentum der Gesellschaft verbleiben und die Gesellschaft weiterhin ihre Vermögenswerte innehaben und an sämtliche ihrer Verbindlichkeiten und Verpflichtungen gebunden sein wird;

4. Bestätigung, dass die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland domiziliert bleibt und somit weiterhin eine Gesellschaft nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland sein wird und den Sitz ihrer Geschäftsführung und ihrer Verwaltung im Großherzogtum Luxemburg unterhalten wird und für die Zwecke des Artikels 159 des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom 10. August 1915 in seiner letzten Fassung die luxemburgische Staatsangehörigkeit erhalten hat;

5. Genehmigung, dass die Gesellschaft in Luxemburg in Form einer société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) unter der Firma „New Terra - Heimbau GmbH“ tätig wird.

6. Genehmigung, dass das Stammkapital der Gesellschaft auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-), alle gezeichnet und vollständig eingezahlt, festgesetzt und wie folgt zugeordnet wird:

a. EPISO 3 Bart Holding S.à r.l. hält zweiundzwanzigtausendfünfhundert (22,500) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-); und

b. Rontal S.à r.l. hält zweitausendfünfhundert (2,500) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

7. Änderung der Satzung der Gesellschaft, damit diese den im Großherzogtum Luxemburg und in der Bundesrepublik Deutschland geltenden gesellschaftsrechtlichen Vorschriften erfüllt;

8. Bestätigung des Mandates von Herrn Yves Barthels als einziger Geschäftsführer der Gesellschaft für einen unbefristeten Zeitraum, und seiner Alleinvertretungsbefugnis, sowie seiner Befreiung von den Beschränkungen des § 181 des deutschen Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB).

#### *Erster Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg gemäß dieser notariellen Urkunde, ohne Auswirkungen auf die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, einzurichten.

#### *Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, den Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung (aber nicht den Sitzungssitz) der Gesellschaft unter 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, einzurichten.

#### *Dritter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, die Eröffnungsbilanz der Gesellschaft als luxemburgischer Gesellschaft zu genehmigen.

Die Gesellschafter beschließen zu bestätigen, dass, gemäß vorgenannter Bilanz, sich das Nettovermögen der Gesellschaft auf vierzehn Millionen vierhundertdreißigtausendeinhundertsechs Euro und achtundsiebzig Cent (EUR 14.493.106,78) und das Stammkapital der Gesellschaft sich auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-), beläuft.

Die Gesellschafter beschließen zu bestätigen, dass sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft einschränkungslos in vollem Umfang im Eigentum der Gesellschaft bleiben und die Gesellschaft auch in Zukunft sämtliche ihrer Vermögenswerte innehaben und an ihre Verbindlichkeiten und Verpflichtungen gebunden sein wird.

#### *Vierter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, dass (i) obwohl die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland domiziliert bleibt und somit eine nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland gültig gegründete Gesellschaft bleibt, die Gesellschaft den Sitz ihrer Geschäftsführung und ihrer Verwaltung im Großherzogtum Luxemburg hat und (ii) gemäß Artikel 159 des luxemburgischen Gesetzes über Gesellschaften vom 10. August 1915, in seiner letzten Fassung, die Gesellschaft die luxemburgische Staatsangehörigkeit erhalten hat und dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt.

#### *Fünfter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen zu genehmigen, dass die Gesellschaft in Luxemburg als société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) unter der Firma "New Terra - Heimbau GmbH" tätig wird.

#### *Sechster Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen zu genehmigen, dass das Stammkapital der Gesellschaft auf fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-), alle gezeichnet und vollständig eingezahlt, festgesetzt und wie folgt zugeordnet wird:

(1) EPISO 3 Bart Holding S.à r.l. hält zweiundzwanzigtausendfünfhundert (22,500) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-); und

(2) Rontal S.à r.l. hält zweitausendfünfhundert (2,500) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-).

#### *Siebter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, die Satzung der Gesellschaft zu ändern, damit diese den im Großherzogtum Luxemburg und in der Bundesrepublik Deutschland geltenden gesellschaftsrechtlichen Vorschriften erfüllt. Die Satzung der Gesellschaft hat nunmehr folgenden Wortlaut:

### **I. Firma - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer**

#### **Art. 1. Firma.**

1.1. Die Firma der Gesellschaft lautet „New Terra - Heimbau GmbH“ (die Gesellschaft).

1.2. Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die der vorliegenden Satzung (die Satzung) und den anwendbaren Gesetzen (die Gesetze) unterliegt.

## **Art. 2. Sitz der Gesellschaft.**

2.1. Die Gesellschaft hat ihren Sitzungssitz in Köln, Bundesrepublik Deutschland. Der Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung der Gesellschaft befindet sich in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung der Gesellschaft können durch Beschluss der Geschäftsführung innerhalb jener Stadt verlegt werden. Der Sitz der Geschäftsführung und der Verwaltung der Gesellschaft können durch Gesellschafterbeschluss gemäß den Bestimmungen dieser Satzung betreffend Satzungsänderungen an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Niederlassungen, Tochterunternehmen oder sonstige Standorte der Gesellschaft können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss der Geschäftsführung eingerichtet werden.

## **Art. 3. Unternehmensgegenstand.**

3.1. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen an Gesellschaften oder Unternehmen jeglicher Form sowie Immobilien in Deutschland, Luxemburg oder im Ausland sowie deren Verwaltung. Die Gesellschaft kann insbesondere Aktien, Geschäftsanteile und andere Beteiligungen, Verbindlichkeiten, Schuldverschreibungen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel sowie grundsätzlich alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Körperschaften ausgegeben werden, durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder sonstige Transaktionen erwerben. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle jeglicher Gesellschaften oder Unternehmen beteiligen. Sie kann außerdem weitere Investitionen im Hinblick auf den Erwerb und die Verwaltung eines Patentportfolios oder andere gewerbliche Schutzrechte jeglicher Art oder Herkunft tätigen. Die Gesellschaft kann Investitionen in Immobilien vornehmen, ungeachtet der Erwerbsmodalitäten, einschließlich aber nicht beschränkt auf Erwerbungen durch Kauf oder Zwangsvollstreckung.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenzertifikate ausgeben. Sie kann Finanzmittel, einschließlich aber nicht beschränkt auf die vorgenannten Finanzverbindlichkeiten, an ihre Tochterunternehmen, verbundene Unternehmen und an andere Gesellschaften ausleihen. Die Gesellschaft kann darüber hinaus für eigene Zwecke oder zugunsten von anderen Gesellschaften oder Personen zur Absicherung ihrer eigenen Verpflichtungen oder Verpflichtungen anderer Gesellschaften Garantien gewähren und einige oder alle ihre Vermögenswerte verpfänden, übertragen, belasten oder ihre Vermögenswerte anderweitig als Sicherheiten verwenden. Klarstellend wird festgehalten, dass die Gesellschaft ohne vorherige Erteilung einer erforderlichen Genehmigung bestimmten, der Regulierung unterliegenden, Tätigkeiten im Finanzsektor nicht nachgehen darf.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurs-, Zins- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist zur Durchführung jeglicher gewerblichen, finanziellen oder industriellen Vorgänge und jedweder Rechtsgeschäfte in Bezug auf Immobilien oder bewegliche Vermögensgegenstände befugt, die sich unmittelbar oder mittelbar auf ihren Unternehmensgegenstand beziehen oder ihm dienlich sind.

## **Art. 4. Dauer.**

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit geschlossen.

4.2. Tod, Verlust von Grundrechten, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs eines Gesellschafters oder mehrerer Gesellschafter oder vergleichbare Vorfälle, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen, führen nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

## **II. Stammkapital - Geschäftsanteile**

### **Art. 5. Kapital.**

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), und ist aufgeteilt in fünfundzwanzigtausend (25.000) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-), die vollständig gezeichnet und eingezahlt worden sind (die Geschäftsanteile).

5.2. Jeder Inhaber eines Geschäftsanteils wird nachfolgend als ein Gesellschafter und alle Inhaber von Geschäftsanteilen werden nachfolgend zusammen als die Gesellschafter bezeichnet.

5.3. Das Stammkapital kann einmal oder mehrfach durch Gesellschafterbeschluss gemäß den Bestimmungen dieser Satzung betreffend Satzungsänderungen erhöht oder herabgesetzt werden.

### **Art. 6. Geschäftsanteile.**

6.1. Jeder Geschäftsanteil gewährt eine Stimme bei Gesellschafterversammlungen. Die Inhaberschaft eines Geschäftsanteils impliziert die Annahme dieser Satzung und die Beschlüsse des einzigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung.

6.2. Geschäftsanteile sind unteilbar.

6.3. Mitberechtigte von Geschäftsanteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft von einem gemeinsamen Vertreter, der aus ihrem Kreis oder anderweitig zu bestellen ist, vertreten lassen.

6.4. Soweit die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, steht es diesem frei, seine Geschäftsanteile zu übertragen. Hat die Gesellschaft mehrere Gesellschafter, steht es den Gesellschaftern frei, ihre Geschäftsanteile untereinander zu übertra-

gen. Eine Übertragung von Geschäftsanteilen auf Nicht-Gesellschafter bedarf der Zustimmung der Gesellschafterversammlung, welche mit einer Dreiviertelmehrheit erteilt wird.

6.5. Die Übertragung von Geschäftsanteilen hat in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Vorschriften zu erfolgen. Eine Übertragung ist für die Gesellschaft und für Dritte nicht bindend, sofern die Gesellschaft nicht ihre Zustimmung erteilt hat.

### III. Geschäftsführung - Vertretung

#### Art. 7. Bestellung und Absetzung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft hat einen oder mehreren Geschäftsführer, der/die durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher auch ihre Amtszeit festlegt, bestellt wird/werden. Geschäftsführer müssen nicht notwendigerweise Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer sowie jegliche zusätzlichen oder Ersatzgeschäftsführer der Gesellschaft, können, mit oder ohne Angaben von Gründen, aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses jederzeit abberufen werden.

#### Art. 8. Geschäftsführung.

8.1. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt worden, bilden diese zusammen die Geschäftsführung (die Geschäftsführung), welche sich aus einem Geschäftsführer der Kategorie A (der A-Geschäftsführer) und zwei oder mehr Geschäftsführern der Kategorie B (die B-Geschäftsführer) zusammensetzt. Der A-Geschäftsführer und die B-Geschäftsführer werden in diesem Vertrag zusammen als Geschäftsführer bezeichnet.

##### 8.2. Befugnisse der Geschäftsführung

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch die Gesetze oder durch diese Satzung dem/den Gesellschafter/n vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich der Geschäftsführung, die in vollem Umfang zur Durchführung und Genehmigung aller Handlungen und Vorgänge bevollmächtigt ist, die mit dem Unternehmensgegenstand vereinbar sind.

(ii) Soweit gesetzlich zulässig, kann die Geschäftsführung bestimmte Angelegenheiten aufgrund spezieller bzw. beschränkter Vollmachten an einen oder mehrere Bevollmächtigte delegieren.

##### 8.3. Verfahren

(i) Die Geschäftsführung trifft sich auf Verlangen eines beliebigen Geschäftsführers an einem in der Einberufungsbekanntmachung genannten Ort, der sich in der Regel in Luxemburg befindet.

(ii) Die schriftliche Einberufungsbekanntmachung einer jeden Versammlung der Geschäftsführung ist jedem Geschäftsführer gegenüber spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung bekanntzugeben mit Ausnahme von dringenden Fällen, deren Art und Umstände in der Einberufungsbekanntmachung anzugeben sind.

(iii) Eine Einberufungsbekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn sämtliche Mitglieder der Geschäftsführung bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, die Tagesordnung der Versammlung vollständig zu kennen. Ein Geschäftsführer kann auch vor oder nach einer Sitzung auf die Einberufungsbekanntmachung verzichten. Gesonderte schriftliche Einberufungsbekanntmachungen sind nicht erforderlich für Versammlungen, welche örtlich und zeitlich in einem von der Geschäftsführung zuvor beschlossenen Terminplan angekündigt wurden.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei der Versammlung der Geschäftsführung von diesem vertreten zu lassen.

(v) Die Geschäftsführung ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder und mindestens ein (1) A-Geschäftsführer sowie ein (1) B-Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse der Geschäftsführung sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer und von mindestens einem (1) anwesenden oder vertretenen A-Geschäftsführer sowie mindestens einem (1) anwesenden oder vertretenen B-Geschäftsführer gefasst werden. Die Beschlüsse der Geschäftsführung werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

(vi) Ein oder mehrere Geschäftsführer können durch eine Telefon- oder Videokonferenz oder mittels anderer vergleichbarer Kommunikationsmittel, die es ermöglichen, dass mehrere teilnehmende Person gleichzeitig miteinander kommunizieren können, an einer Sitzung teilnehmen vorausgesetzt, dass die Sitzung von Luxemburg aus geleitet wird und die Mehrheit der Geschäftsführer persönlich in Luxemburg anwesend ist. Eine derartige Teilnahme entspricht einer persönlichen Anwesenheit bei einer Sitzung.

(vii) Von allen Geschäftsführern im Umlaufverfahren gefasste Beschlüsse (die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung) sind genauso gültig und verbindlich wie die bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung der Geschäftsführung gefassten Beschlüsse; diese sind auf den Tag der letzten Unterzeichnung zu datieren.

##### 8.4. Vertretung

(i) Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, so vertritt dieser die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so wird die Gesellschaft durch alle Geschäftsführer gemeinsam vertreten.

(ii) Die Gesellschaft kann darüber hinaus gegenüber Dritten durch Bevollmächtigte vertreten werden, sofern diesen Spezialvollmachten erteilt wurden.



(iii) Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen können die Gesellschafter durch Gesellschafterbeschlüsse abweichende Vertretungsregelungen vorsehen, insbesondere kann allen oder einzelnen Geschäftsführern Alleinvertretungsbefugnis erteilt werden und/oder diese können von den Beschränkungen des § 181 des Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB) befreit werden. Ferner kann die Gesellschafterversammlung Gesamtvertretung jeweils durch einen Teil der Geschäftsführung unter Bildung namentlich bestimmter Vertretungspaare anordnen.

#### **Art. 9. Einziger Geschäftsführer.**

9.1. Sofern die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, sind sämtliche in der Satzung enthaltenen Bezugnahmen auf die Geschäftsführung oder die Geschäftsführer als Bezugnahmen auf den einzigen Geschäftsführer zu verstehen.

### **IV. Gesellschafter**

#### **Art. 10. Gesellschafterversammlungen und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.**

##### **10.1. Befugnisse und Stimmrechte**

(i) Gesellschafterbeschlüsse werden in Gesellschafterversammlungen (die Gesellschafterversammlung) oder im Umlaufverfahren (die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter) gefasst.

(ii) Soweit Gesellschafterbeschlüsse im Umlaufverfahren gefasst werden sollen, ist der Wortlaut der Beschlüsse gemäß den Bestimmungen dieser Satzung an sämtliche Gesellschafter zu senden. Von allen Gesellschaftern im Umlaufverfahren gefasste Beschlüsse sind genauso gültig und verbindlich wie die in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Gesellschafterversammlungen gefasste Beschlüsse; und sind auf den Tag der letzten Unterzeichnung zu datieren.

(iii) Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

##### **10.2. Einberufungsbekanntmachungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheitserfordernisse und Abstimmungsverfahren**

(i) Die Gesellschafter werden auf Initiative eines beliebigen Geschäftsführers der Gesellschaft oder von Gesellschaftern, die mindestens zehn Prozent (10%) des Stammkapitals vertreten, zu Gesellschafterversammlungen eingeladen oder schriftlich benachrichtigt.

(ii) Schriftliche Einberufungsbekanntmachungen einer jeden Gesellschafterversammlung sind den Gesellschaftern gegenüber mindestens acht (8) Tage vor dem anberaumten Versammlungsdatum bekanntzugeben mit Ausnahme von dringenden Fällen, deren Art und Umstände in der Einberufungsbekanntmachung anzugeben sind.

(iii) Die Gesellschafterversammlungen finden zu den Zeiten und an den Orten statt, die in der Einberufungsbekanntmachung angegeben sind.

(iv) Eine Gesellschafterversammlung kann ohne vorherige Zusendung einer Einberufungsbekanntmachung abgehalten werden, sofern sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind, die Gesellschafterversammlung sich als ordnungsgemäß einberufen betrachtet und die Gesellschafter über die Tagesordnung informiert sind.

(v) Ein Gesellschafter kann sich aufgrund einer schriftlichen Vollmacht durch eine andere Person, bei welcher es sich ebenfalls um einen Gesellschafter handeln kann, in Gesellschafterversammlungen vertreten lassen.

(vi) Die Gesellschafter sind in Gesellschafterversammlungen oder bei im Umlaufverfahren zu fassenden Beschlüssen beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte des Stammkapitals anwesend oder vertreten ist. Wird diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder im ersten schriftlichen Verfahren nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen oder zu einem zweiten schriftlichen Verfahren aufgefordert; die Gesellschafter sind in einer zweiten Abstimmung ohne Rücksicht auf die Höhe des vertretenen Stammkapitals beschlussfähig.

(vii) Die Satzung kann mit Zustimmung der (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, geändert werden.

(viii) Jede Änderung der Staatszugehörigkeit der Gesellschaft sowie Ausweitung der Verpflichtungen der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft bedürfen eines einstimmigen Beschlusses der Gesellschafter.

#### **Art. 11. Einziger Gesellschafter.**

11.1. Sofern sich die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert, übt dieser sämtliche Befugnisse aus, welche der Gesellschafterversammlung durch die Gesetze verliehen sind.

11.2. Jegliche Bezugnahme auf die Gesellschafter und die Gesellschafterversammlung oder auf Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter ist als Bezugnahme auf den einzigen Gesellschafter oder die Beschlüsse des einzigen Gesellschafters zu verstehen.

11.3. Die Beschlüsse des einzigen Gesellschafters werden in einem Protokoll aufgenommen oder schriftlich festgehalten.

### **V. Jahresabschluss - Gewinnausschüttung - Aufsicht**

#### **Art. 12. Geschäftsjahr und Feststellung des Jahresabschlusses.**

12.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Kalenderjahres.

12.2. Die Geschäftsführung hat jährlich den Jahresabschluss sowie die Gewinn- und Verlustrechnung nebst einem Bestandsverzeichnis, in welchem die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft ausgewiesen sind, aufzu-

stellen zusammen mit einer Anlage, welche die Verpflichtungen und Schulden der Geschäftsführer sowie der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft umfasst.

12.3. Jeder Gesellschafter hat das Recht, das Bestandsverzeichnis und den Jahresabschluss am Sitzungssitz der Gesellschaft einzusehen.

12.4. Der Jahresabschluss sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden in der jährlichen Gesellschafterversammlung oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres oder spätestens bis zum Ablauf der geltenden gesetzlichen Frist festgestellt.

#### **Art. 13. Wirtschaftsprüfung.**

13.1. Sofern gesetzlich vorgeschrieben, sind die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft nach Maßgabe der gesetzlichen Vorschriften zu prüfen.

#### **Art. 14. Gewinnausschüttung.**

14.1. Fünf Prozent (5%) des Jahresüberschusses der Gesellschaft sind der gesetzlichen Rücklage zuzuweisen. Diese Anforderung entfällt, sobald die gesetzliche Rücklage einen Betrag in Höhe von zehn Prozent (10%) des Stammkapitals erreicht hat.

14.2. Die Gesellschafter bestimmen die Verteilung des verbleibenden Jahresüberschusses. Sie können die Ausschüttung einer Dividende, die Zuführung auf ein Rücklagenkonto, oder einen Gewinnvortrag gemäß den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

14.3. Zwischendividenden können jederzeit vorbehaltlich folgender Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

- (i) die Geschäftsführung erstellt einen Zwischenabschluss;
- (ii) der Zwischenabschluss zeigt, dass hinreichende Gewinne und sonstige Rücklagen (einschließlich Agios) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird insofern vorausgesetzt, dass der auszuschüttende Betrag nicht den Betrag des etwaigen Jahresüberschusses überschreitet, der seit dem Ablauf des letzten Geschäftsjahres, für das der Jahresabschluss festgestellt wurde, erwirtschaftet worden ist, erhöht um den vorgetragenen Gewinn und die ausschüttungsfähigen Rücklagen und reduziert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuweisenden Beträge;
- (iii) die Geschäftsführung muss die Entscheidung über die Ausschüttung von Zwischendividenden innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses treffen;
- (iv) die Gesellschafterversammlung muss die Ausschüttung von Zwischendividenden innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Datum des Zwischenabschlusses genehmigen;
- (v) die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft werden unter Berücksichtigung der Vermögenswerte der Gesellschaft nicht gefährdet.

Soweit ausgeschüttete Zwischendividenden den am Ende des Geschäftsjahres festgestellten ausschüttungsfähigen Jahresüberschuss überschreiten, sind die Gesellschafter zur Erstattung der zu viel erhaltenen Gelder an die Gesellschaft verpflichtet.

### **VI. Auflösung - Liquidation**

#### **Art. 15. Auflösung - Liquidation.**

15.1. Die Gesellschaft kann durch Beschluss des einzigen Gesellschafters oder Beschluss der Gesellschafterversammlung, die dabei die für Änderungen der Satzung erforderliche Beschlussfähigkeit und Mehrheit aufweisen muss, aufgelöst werden, soweit nicht anderweitig gesetzlich vorgeschrieben. Zur Durchführung der Liquidation bestellen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht notwendigerweise Gesellschafter sein müssen, und beschließen deren Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Soweit die Gesellschafter keine anderweitige Entscheidung treffen, steht den Liquidatoren vollumfängliche Vertretungsmacht zur Realisierung der Vermögenswerte der Gesellschaft und Begleichung ihrer Schulden zu.

15.2. Der nach einer Realisierung der Vermögenswerte und Begleichung der Verbindlichkeiten verbleibende Betrag wird im Verhältnis der von den einzelnen Gesellschaftern gehaltenen Geschäftsanteile an die Gesellschafter ausgeschüttet.

### **VII. Allgemeine Bestimmungen**

#### **Art. 16. Gründungskosten.**

16.1. Die Gesellschaft trägt die mit ihrer Gründung verbundenen Kosten der Eintragung und Bekanntmachung. Diese Kosten betragen maximal EUR 2.500,00.

#### **Art. 17. Verschiedenes.**

17.1. Bekanntmachungen und Mitteilungen haben, sofern auf ihre Erteilung nicht verzichtet wurde, sowie der Nachweis von Umlaufbeschlüssen der Geschäftsführung und der Gesellschafter, haben schriftlich, per Fax, Email oder anhand anderer Mittel der elektronischen Kommunikation zu erfolgen.

17.2. Vollmachten sind gemäß der vorstehenden Bestimmung zu erteilen. Vollmachten betreffend Sitzungen der Geschäftsführung können von einem Geschäftsführer auch gemäß den von Geschäftsführung beschlossenen Bedingungen erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder in elektronischer Form vorgenommen werden, vorausgesetzt, sie erfüllen sämtliche rechtlichen Anforderungen, um als handschriftlichen Unterzeichnungen gleichwertige Unterschriften anerkannt zu werden. Unterzeichnungen der Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführung, der der Geschäftsführung per Telefon- oder Videokonferenz verabschiedeten Beschlüsse oder Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter sind in einem Original oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments anzubringen, wobei alle Ausfertigungen zusammen als dasselbe Dokument gelten.

17.4. Sämtliche Angelegenheiten, die in dieser Satzung nicht ausdrücklich geregelt worden sind, unterliegen den geltenden gesetzlichen Bestimmungen und - vorbehaltlich unverzichtbarer rechtlicher Bestimmungen - den zwischen den Gesellschaftern jeweils getroffenen Vereinbarungen.

17.5. Im Falle von Unklarheiten oder Widersprüchen zwischen der deutschen und der englischen Fassung dieser Satzung soll die deutsche Fassung maßgeblich sein.

#### *Übergangsregelung*

Für die Zwecke des luxemburgischen Rechts endet das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am 31. Dezember 2015.

#### *Achter Beschluss*

Die Gesellschafter beschließen, das Mandat von Herrn Yves BARTHELIS, geboren am 10. Oktober 1973 in Luxemburg, mit Geschäftsanschrift unter 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, als einziger Geschäftsführer der Gesellschaft für einen unbefristeten Zeitraum, und seine Alleinvertretungsbefugnis, sowie seine Befreiung von den Beschränkungen des § 181 des deutschen Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB) zu bestätigen.

#### *Kosten*

Der Betrag der in Zusammenhang mit dieser Urkunde entstandenen Kosten wird auf circa EUR 6.200,- geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien in der englischen Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst worden ist. Auf Anfrage der erschienenen Parteien wird hiermit festgehalten, dass im Falle von Unvereinbarkeiten zwischen der englischen und der deutschen Fassung die deutsche Fassung maßgeblich sein soll.

Die vorliegende notarielle Urkunde ist in Luxemburg am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei laut verlesen wurde, haben besagte Bevollmächtigten zusammen mit Mir, Notar, die vorliegende notarielle Urkunde unterzeichnet.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 septembre 2015. Relation: 2LAC/2015/21778. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176105/714.

(150196038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

#### **Calpam Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 14, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 9.646.

L'an deux mille quinze, le quinze octobre.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz

A comparu:

KUWAIT PETROLEUM (Luxembourg) S.A., R.C.S. Luxembourg B, numéro 49.456, avec siège social à L-8069 Bertrange, 12, rue de l'Industrie,

ici représenté par Madame Sarah PILLEN, gérante technique, domicilié professionnellement à B-2600 Berchem, 6, Jupiterstraat,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Bertrange, en date du 11 février 2015.

Laquelle procuration après avoir été signé «NE VARIETUR» par le comparant et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui.

Laquelle comparante, telle que représentée, a exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée CALPAM LUXEMBOURG Sàrl a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 28 juin 1971, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 157 du 27 octobre 1971.

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu par un acte reçu par Maître André SCHWACHTGEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 juillet 2004, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1034 du 15 octobre 2004.

- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 9.646,
- qu'elle a un capital de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25.-EUR) chacune,
- que la comparante est la seule associée représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée «CAL-PAM Luxembourg Sàrl» avec siège social à L-8069 Bertrange, 14, rue de l'Industrie.

Ensuite la comparante, agissant comme prédit, a pris la résolution suivante:

*Résolution Unique*

L'associé unique décide d'ajouter à l'article 2 des statuts concernant l'objet social, un alinéa final de la teneur suivante:

« **Art. 2. alinéa final.** La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres instruments de dettes.»

*Estimation des frais*

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 750 EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Pillen S., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 21 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17583. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Tholl.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 26 octobre 2015.

Référence de publication: 2015175695/44.

(150195126) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**Silverlands (SA) Plantations, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 171.996.

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of the month of October;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 187859,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, by virtue of a proxy given under private seal on October 19, 2015.

Said proxy, after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said before, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of "Silverlands (SA) Plantations", (the "Company"), with registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 171996, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 4, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2734 on 11 November, 2012,

and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 28, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 3738, on December 5, 2014;

- The Company's capital is currently set at sixteen million six hundred and seventy one thousand one hundred and eighty five US dollars (USD 16,671,185), represented by sixteen million six hundred and seventy one thousand one hundred and eighty five (16,671,185) shares of a nominal value of one US dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up;

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of four million US dollars (USD 4,000,000) in order to bring it from its present amount of sixteen million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five US dollars (USD 16,671,185) to twenty million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five US dollars (USD 20,671,185) by the creation and the issue of four million (4,000,000) new shares of a nominal value of one US dollar (USD 1) each.

2. Subscription and payment of all the four million (4,000,000) newly issued shares by Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi by a contribution in kind consisting in the conversion of a certain, liquid and enforceable claim.

3. Amendment of article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company as a consequence of the increase of the share capital of the Company.

4. Miscellaneous.

The shareholder then passed the following resolutions:

#### *First resolution*

The shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of four million US dollars (USD 4,000,000) in order to bring the share capital from its present amount of sixteen million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five US dollars (USD 16,671,185 ) represented by sixteen million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five (USD 16,671,185) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1) each, to twenty million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five US dollars (USD 20,671,185) and to issue in this respect four million (4,000,000) new shares (the “New Shares”) with a nominal value of one US dollar (USD 1) each.

#### *Second resolution*

The four million (4,000,000) New Shares are entirely subscribed by Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, pre-designated.

The New Shares have been issued in counterpart for their nominal value of four million US dollars (USD 4,000,000) by a contribution in kind consisting in the conversion of a certain, liquid and enforceable claim (the “Claim”) that Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi holds against the Company.

The existence and the valuation of the Claim results from a certificate issued by the Company’s managers on October 19, 2015, which, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed after signature for the purpose of registration.

It results that nothing opposes to the conversion arising from the Claim of an amount of four million US dollars (USD 4,000,000) into capital of the Company.

#### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolution, Article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6. paragraph 1.** The Company's capital is set at twenty million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five US dollars (USD 20,671,185) represented by twenty million six hundred and seventy-one thousand one hundred and eighty-five (20,671,185) shares of a nominal value of one US dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid-up.”

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at three thousand two hundred Euros (EUR 3,200.-).

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingtième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sousigné;

A COMPARU:

Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167402,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 octobre 2015.

Laquelle procuration, après signature "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La partie comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de "Silverlands (SA) Plantations" (la "Société"), avec siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171996, constituée en vertu d'un acte reçu par le notaire instrumentant, le 4 octobre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2734 du 11 novembre 2012,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant, le 28 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3738 du 11 novembre 2014;

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à seize millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq dollars US (16,671.185,- USD), représenté par seize millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq (16,671.185) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées;

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de quatre millions de dollars US (4.000.000,- USD) afin de le porter de son montant actuel de seize millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq dollars US (16,671.185,- USD) à vingt millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq dollars US (20,671,185- USD), par la création et l'émission de quatre millions (4.000.000) de nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune.

2. Souscription et paiement de toutes les quatre millions (4.000.000) de parts sociales nouvellement émises par Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, par l'apport en nature consistant en la conversion d'une créance certaine, liquide et exigible.

3. Modification de l'article 6, alinéa 1, des statuts de la Société en conséquence de l'augmentation du capital social de la Société.

4. Divers.

L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatre millions de dollars US (4.000.000,- USD) pour le porter de son montant actuel de seize millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq dollars US (16,671.185,- USD), représenté par seize millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq (16,671.185) parts sociales avec une valeur nominale d'un US dollar (1,- USD) chacune à vingt millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq dollars US (20,671,185,- USD) et d'émettre à cet égard quatre millions (4.000.000) de nouvelles parts sociales (les "Nouvelles Parts") avec une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune.

*Deuxième résolution*

Les quatre millions (4.000.000) Nouvelles Parts sont entièrement souscrites par Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi, pré-désignée.

Les Nouvelles Parts ont été émises en contrepartie de leur valeur nominale de quatre millions de dollars US (4.000.000,- USD) par l'apport en nature consistant en la conversion d'une créance certaine, liquide et exigible (la "Créance") que Silverstreet Private Equity Strategies M Soparfi a envers la Société.

L'existence et la valeur de cette Créance résulte d'un certificat émis par les gérants de la Société en date du 19 octobre 2015, qui, après avoir été signé "ne varietur" par le représentant de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte en vue de leur enregistrement.

Il en résulte que rien ne s'oppose à la conversion découlant de la Créance d'un montant de quatre millions de dollars US (4.000.000,- USD) en capital social de la Société.

*Troisième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède l'Article 6, alinéa 1, des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 6. alinéa 1.** Le capital social est fixé à vingt millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq de dollars US (20.671.185,- USD), représenté par vingt millions six cent soixante et onze mille cent quatre-vingt-cinq (20.671.185) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.”

#### *Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à trois mille deux cents euros (3.200,- EUR).

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 octobre 2015. 2LAC/2015/23735. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 27 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176262/158.

(150195117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

---

#### **Marberie Gilson & Stemper, Société Anonyme.**

Siège social: L-9166 Mertzig, 5A, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 144.053.

L'an deux mil quinze, le seize octobre

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MARBERIE GILSON&STEMPER», avec siège social à L-9154 Grosbous, 1, Route d'Ettelbruck, constituée sous la dénomination de Jean GILSON&Associés S.A., suivant acte reçu par le notaire Léonie GRETHEN, alors notaire de résidence à Rambrouch, en date du 19 décembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 4 février 2009, numéro 243 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 28 mars 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 26 juin 2014, numéro 1647, inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg B 144.053.

L'assemblée est ouverte à neuf heures trente et sous la présidence de Monsieur François STEMPER, demeurant à Eschweiler/Wiltz qui fait également office de scrutateur

et qui nomme comme secrétaire Monsieur Max WAGNER demeurant professionnellement à Wiltz.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

#### *Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de Grosbous à L-9166 Mertzig, 5A, Zone Industrielle.

2. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations éventuelles des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Résolution unique*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Grosbous à L-9166 Mertzig, 5A, Zone Industrielle.

En conséquence l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. alinéa 1<sup>er</sup>.** Le siège social est établi dans la commune de Mertzig.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à dix heures.

*Frais*

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à mille euros (EUR 730,-).

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Stemper F., Wagner M., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 21 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17561. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): Tholl.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 26 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176069/55.

(150195092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**Friob Participations et Gestion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6131 Junglinster, 24, rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 163.118.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015179069/9.

(150199227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

**R-Tech S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8279 Holzem, 18, rue de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 153.399.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176211/10.

(150195735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

**RSM Cosal Luxembourg, Société à responsabilité limitée,  
(anc. RSM Cosal).**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 81.126.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176241/10.

(150195523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.